

*Direction générale adjointe de la solidarité  
Direction de la PMI et de la santé publique  
Service des modes d'accueil de la petite enfance  
12 rue saint Adrien – 13008 Marseille*

Marseille, le **06 JUIL, 2022**

*La Présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône  
Chevalier de l'ordre national du mérite*

**Arrêté portant avis de fonctionnement d'un établissement d'accueil du jeune enfant**

**Numéro d'agrément : 22154MACMAF**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;**
- Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L. 214-2 et L. 214-7;**
- Vu le code de la santé publique et notamment les articles L. 2111-1 et suivants, les articles L.2324-1 à L. 2324-4 et R. 2324-16 à R. 2324-50-4 ;**
- Vu l'ordonnance n° 2021-611 du 19 mai 2021 relative aux services aux familles ;**
- Vu le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil du jeune enfant ;**
- Vu l'arrêté du 31 août 2021 créant un référentiel national relatif aux exigences applicables aux établissements d'accueil du jeune enfant en matière de locaux, d'aménagement et d'affichage**
- Vu l'arrêté n° 21080MACMAF du 29 juillet 2021 portant modification de fonctionnement d'une structure petite enfance MACMAF LA MARELLE gérée par le CCAS de CHATEAURENARD – 3 rue Berthelot – BP 4 – 13831 CHATEAURENARD ;**
- Vu la demande de modification de l'agrément formulée par le gestionnaire en date du 14 juin 2022, reçue le 21 juin 2022, complétée le 27 juin 2022 ;**
- Vu l'avis favorable du professionnel de la PMI du 28 juin 2022 ;**

**Considérant que toutes les dispositions seront prises par le gestionnaire pour que le fonctionnement de cette structure soit conforme aux prescriptions légales et règlementaires de façon permanente ;**

**Sur proposition de la Directrice générale adjointe chargée de la solidarité par intérim,**

**Sur proposition du Directeur général des services du département,**

Accusé de réception en préfecture  
013-221300015-20220706-22\_24281-AR  
Date de télétransmission : 06/07/2022  
Date de réception préfecture : 06/07/2022

## ARRETE

### Article 1 :

Le dossier présenté par le CCAS de CHATEAURENARD permet d'émettre un avis favorable au fonctionnement de :

**NOM : LA MARELLE**

Type : Crèche collective et familiale

Catégorie : Très grande crèche

Fonctionnement : Multi-accueil

Adresse : Avenue de Lattre de Tassigny – 13160 Chateaurenard.

### Article 2 :

Compte tenu des surfaces et de l'aménagement des locaux, la capacité d'accueil autorisée est fixée à **68** enfants âgés de moins de quatre ans présents simultanément.

**MAC : 63 places en accueil collectif régulier pour des enfants de moins de quatre ans, les places non utilisées en accueil régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de moins de quatre ans, répartis selon la modulation suivante :**

**-63 places de 7 h 30 à 17 h 30 les lundis, mardis, jeudis et vendredis ;**

**-60 places de 7 h 30 à 17 h 30 les mercredis ;**

**-40 places de 17 h 30 à 18 h 30.**

**MAF : 5 places en accueil familial régulier pour des enfants de moins de quatre ans, les places non utilisées en accueil familial régulier pourront l'être en accueil familial occasionnel pour des enfants de moins de six ans.**

Les places non utilisées en accueil collectif régulier pourront l'être en accueil collectif occasionnel pour des enfants de moins de six ans.

Le MAC est ouvert du lundi au vendredi de 7 h 30 à 18 h 30.

Le MAF est ouvert du lundi au vendredi de 7 h 00 à 19 h 00.

Les facultés de dépassement d'agrément sont fixées par l'article R. 2324-27 du code de la santé publique. Le gestionnaire s'engage à respecter le nombre d'enfants accueillis prévu par l'agrément ainsi que les dispositions du code de l'action sociale et des familles qui règlementent cette profession.

### Article 3

La direction est assurée par Madame Mélanie SACHETTO, infirmière diplômée d'Etat.

La direction adjointe est confiée à Madame Anaïs CASTELLARI, éducatrice de jeunes enfants.

### Article 4

La règle d'encadrement choisie pour cet établissement est d'un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas et d'un professionnel pour huit enfants qui marchent.

Accusé de réception en préfecture  
013-221300015-20220706-22\_24281-AR  
Date de télétransmission : 06/07/2022  
Date de réception préfecture : 06/07/2022

.../...

## **Article 5**

Le gestionnaire s'engage à respecter les exigences fixées par le code de la santé publique pour le type d'établissement concerné.

## **Article 6**

Toutes modifications portant sur un des éléments du dossier de demande d'autorisation ou d'avis ou sur une des mentions de cet arrêté seront portées sans délai à la connaissance de la présidente du conseil départemental (service des modes d'accueil de la petite enfance) par le directeur ou le gestionnaire.

## **Article 7**

Toutes les règles de sécurité prescrites par les règlements en vigueur et la commission de sécurité seront observées et notamment concernant l'utilisation et l'aménagement des locaux permettant la mise en œuvre du projet d'accueil par les professionnels dans les conditions de sécurité, d'hygiène et de confort, en portant une attention constante aux enfants.

## **Article 8**

Le contrôle et la surveillance prévue à l'article L. 2111-1 du code de la santé publique ont lieu sur place et sur pièces par le professionnel du service PMI – modes d'accueil de la petite enfance. Celui-ci a libre accès aux locaux et toute facilité doit lui être accordée pour le contrôle des éléments qui lui sont nécessaires.

## **Article 9**

Le présent arrêté prend effet à compter du 22 août 2022 sera tacitement renouvelable par année civile.

## **Article 10**

L'arrêté du 29 juillet 2021 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

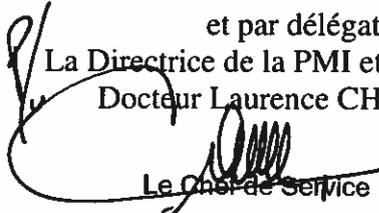
## **Article 11**

Cet arrêté sera notifié au gestionnaire de la structure et publié au recueil des actes administratifs du département.

## **Article 12**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Présidente du conseil départemental et/ou d'un recours porté devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Pour la Présidente du Conseil départemental  
et par délégation,  
La Directrice de la PMI et de la santé publique  
Docteur Laurence CHAMPSAUR

  
Le Chef de Service

**S. CAMILLERI**

Accusé de réception en préfecture  
013-221300015-20220706-22\_24281-AR  
Date de télétransmission : 06/07/2022  
Date de réception préfecture : 06/07/2022